

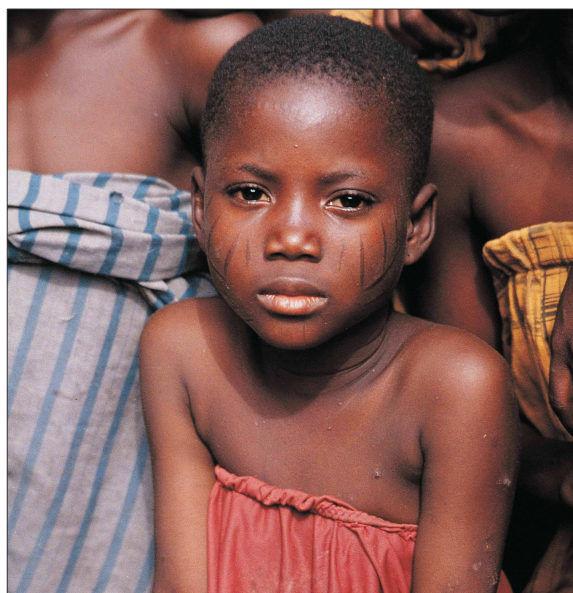
**Lancement du Digest Innocenti n°12,  
« Changer une convention sociale néfaste: l'excision/mutilation génitale féminine »**

**UNE CAMPAGNE ENERGIQUE – UNICEF SUISSE SE BAT CONTRE  
L'E/MGF**

*L'excision/mutilation génitale féminine demande une action immédiate non seulement en Afrique, mais aussi en Europe. A la suite des migrations à travers le monde, des femmes qui ont été mutilées et des filles qui risquent d'être victimes de cette violation des droits humains résident actuellement aussi dans des pays européens. Rien qu'en Suisse, une enquête de l'UNICEF de 2004 révèle que parmi les gynécologues et sages-femmes, un sur sept a eu affaire à une victime de l'E/MGF. 208 personnes interrogées ont confirmé qu'elles avaient entendu parler d'un cas d'E/MGF en Suisse, et dans six cas, des professionnels de la santé se sont vu demander de procéder eux-mêmes à une telle mutilation.*

« En 2000, UNICEF Suisse a commencé à lancer des initiatives ciblées pour affronter la question de l'E/MGF en Suisse. Jusqu'alors l'opinion publique considérait que le problème de l'E/MGF ne concernait pas la Suisse », dit Elsbeth Müller, directrice générale d'UNICEF Suisse. Une enquête auprès de gynécologues, menée par UNICEF Suisse en collaboration avec le professeur Patrick Hohlfeld, président de l'Association suisse de gynécologie et d'obstétrique, a fourni des résultats surprenants. Environ 51 pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir eu affaire à des femmes excisées. « L'enquête a clairement indiqué non seulement l'apparition de l'E/MGF en Suisse, mais aussi, de ce fait, la nécessité d'agir », dit Elsbeth Müller.

L'enquête a incité UNICEF Suisse à tenir une conférence sur la question de l'E/MGF en Suisse, en collaboration avec la Fondation suisse pour la santé sexuelle et reproductive, PLANeS. La conférence a eu lieu en 2001 avec la participation de diverses ONG.



Copyright UNICEF

Les thèmes comprenaient l'historique culturel de l'E/MGF, la perspective des droits humains, et les conséquences médicales et mentales de l'excision. La conférence a débouché sur trois objectifs pour UNICEF Suisse, que l'organisation a atteints par la suite.

**1. Compilation de directives médicales pour le personnel infirmier**

Des directives médicales ont été élaborées sous la direction du professeur Patrick Hohlfeld, et en coopération avec des organisations non gouvernementales. Elles ont été adoptées au début de 2005 et publiées dans la « Schweizerische Ärztezeitung », la principale publication pour les professionnels de la santé. « Etant donné qu'en Suisse les professionnels de la santé manquent d'expérience sur cette question, il est devenu indispensable d'élaborer une brochure informative contenant des directives médicales officielles pour le personnel sanitaire », dit Patrick Hohlfeld.

**2. Clarification de la situation juridique**

« Il y avait également des doutes quant à la situation juridique en Suisse. UNICEF Suisse a donc commandité une étude juridique sur les instruments dont disposait le droit pénal suisse à l'égard des exécutants d'E/MGF », dit Elsbeth Müller. Les experts, le professeur Stefan Trechsel, ancien président de la Commission européenne des droits de l'homme, et le docteur en droit Regula Schlauri, conclurent que « quiconque procède à l'E/MGF est passible de condamnation pour lésions corporelles graves, y compris les parents qui envoient leurs filles au pays natal pour ce rituel sanglant. L'incrimination est pour acte délictueux grave comportant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement avec aggravation de peine ».

### 3. Information

En vue d'une meilleure appréhension de l'émergence et de la pratique de l'excision en Suisse, UNICEF Suisse a réalisé une deuxième enquête au cours de l'hiver 2004-05, en collaboration avec l'Institut de médecine sociale et préventive de l'université de Berne et avec le concours du professeur Patrick Hohlfeld. Outre des gynécologues, des sages-femmes, des pédiatres, l'enquête concernait également des centres sociaux. L'enquête non seulement réaffirma l'importance de lutter contre l'E/MGF en Suisse, mais elle démontra aussi que toutes les professions sont confrontées à la question. Elle mit également à jour un considérable besoin d'informations. Les membres de toutes les professions examinées par l'enquête insistèrent pour que le sujet soit inclus dans leur formation initiale ou continue.

#### Les campagnes fructueuses de 2005

Le 7 mars 2005, l'UNICEF a tenu une conférence européenne sur la question. La conférence a abordé des sujets tels que le comportement des pays occidentaux à l'égard de l'E/MGF, les stratégies d'intervention, ainsi que le chapitre délicat des traditions et des droits culturels par opposition aux droits humains. « La campagne intégrée d'UNICEF Suisse contre l'E/MGF a été une grande réussite à plus d'un titre : le recueil de fonds et les relations publiques ont permis à l'UNICEF à la fois de recueillir des fonds pour les programmes de l'UNICEF et de sensibiliser le public et les médias à la question », dit Elsbeth Müller.

La campagne contre l'E/MGF entendait non seulement sensibiliser les professionnels de la santé et le public suisse, mais aussi accroître la prise de conscience des communautés immigrées concernées. La campagne a permis de constater la nécessité à cet égard d'une collaboration beaucoup plus étroite avec les femmes immigrées. « Une façon de sortir du dilemme est représentée par les femmes immigrées qui vivent ici », dit Anisa Osman, qui dirige un groupe de femmes somaliennes en Suisse. « Ce dont nos femmes ont besoin de la part des gens d'ici, c'est d'informations. Mais les femmes qui ont subi l'E/MGF doivent apporter leur contribution active en décidant de la meilleure façon de surmonter le problème. Si les mères et les filles deviennent plus fortes et moins dépendantes, elles seront en mesure de dire non à l'excision. Elles acquerront l'assurance et les moyens nécessaires grâce à leur propre travail, à leurs propres revenus ».

#### Les prochaines étapes

UNICEF Suisse poursuivra ses activités de lutte contre l'E/MGF en Suisse et a encore beaucoup à faire. En ce qui concerne la législation, une initiative parlementaire réclamant l'interdiction explicite de l'E/MGF en Suisse est en cours, qu'UNICEF Suisse soutiendra sur le plan technique. Cette initiative vise à modifier la législation existante. Une autre tentative concerne l'obligation de signalement : les travailleurs sociaux et les professionnels de la santé devraient avoir le devoir de signaler les cas de violence envers les enfants. Cependant, la modification de la législation ne sera pas efficace si elle ne fait pas partie d'un programme étendu qui comprenne la sensibilisation. Il faut poursuivre et intensifier la collaboration et le dialogue avec les femmes des sociétés immigrées intéressées, ainsi qu'avec leurs décideurs et leurs chefs religieux. UNICEF Suisse contribuera à promouvoir ce dialogue.

**Article de Collette Marti. Pour plus de détails veuillez contacter Alexandra Rosetti, UNICEF Suisse, [a.rosetti@unicef.ch](mailto:a.rosetti@unicef.ch)**